

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 FÉVRIER 1905.

- | | |
|--|---|
| I. — Proposition de loi sur le repos
du dimanche. | I. — Wetsvoorstel tot instelling
der Zondagsrust. |
| II. — Proposition de loi établissant
le repos hebdomadaire ⁽¹⁾ . | II. — Wetsvoorstel tot instelling
der wekelijksche rust ⁽¹⁾ . |
-

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION. Loi interdisant de faire travailler le dimanche.	TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD. Wet verbiedende op Zondag te doen arbeiden.
---	--

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION, PAR M. VAN CAUWENBERGH,
SUR LES AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

MESSIEURS,

Les amendements du Gouvernement tendent à modifier le projet de la Commission spéciale en deux points importants :

1° En restreignant le champ d'action de la loi aux seules entreprises industrielles;

2° En inscrivant dans la loi les exceptions, alors que le projet de la Commission se bornait à y inscrire une règle générale, laissant au pouvoir exécutif le soin d'en régler les cas d'application, en entourant cette délégation de plusieurs garanties résultant de la consultation de différents corps constitués et de l'obligation de faire rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

(1) Propositions de loi, } session de 1903- n° 14 et 15. } 1904 Rapport, n° 112. Amendements, n° 65, 69, 78, 79, 85, 87, 89, 90 et 91.	(1) Wetsvoorstellen, n° 14 } zittingsjaar 1903- en 15. } 1904. Verslag, n° 112. Amendementen, n° 65, 69, 78, 79, 85, 87, 89, 90 en 91.
--	--

Dans la discussion, il a été reconnu que l'application de la loi à l'agriculture présentait peu d'utilité. Les seuls travaux se faisant le dimanche dans les champs sont des travaux urgents et nécessaires; dans ces conditions, la majorité des membres de la Commission n'ont pas insisté pour maintenir l'application de la loi aux entreprises agricoles.

Mais tout le monde s'est trouvé d'accord pour comprendre les entreprises commerciales dans le champ d'action de la loi, au même titre que les entreprises industrielles, tout en tenant compte de la nécessité existant en Belgique de donner aux magasins de détail le moyen d'assurer la vente pendant une partie de la journée du dimanche.

La délégation donnée au Gouvernement par le projet de la Commission était considérable, elle a soulevé des critiques, elle était utile cependant. Les règlements généraux peuvent être modifiés plus facilement que les lois et s'adapter mieux aux circonstances de fait, mais le Gouvernement ne désire pas recevoir cette délégation.

Dans ces conditions, la Commission ne pouvait pas hésiter et s'est ralliée aux propositions du Gouvernement, moyennant certaines modifications de texte. Ces propositions ont servi de base à la discussion et les amendements s'y rapportent.

ARTICLE PREMIER. Il a été jugé préférable de maintenir à cet article l'interdiction faite directement à tout chef d'entreprise industrielle ou commerciale et de supprimer le mot « autres », placé avant gens de la maison. Le terme « gens de la maison » est clairement défini; il n'entre dans l'intention de personne d'en changer la signification, et dès lors il faut éviter toute ajoute qui pourrait induire en erreur à cet égard.

ARTICLE 2. La Commission pense qu'il est préférable de maintenir l'exception pour les travaux commandés pour un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise.

Le Gouvernement n'accorde d'exception qu'aux travaux que nécessiteraient les mesures urgentes d'hygiène ou de sécurité.

Ce genre de travaux est compris dans ceux qui résultent d'un cas de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise, mais la rédaction du projet de la Commission laisse plus de latitude aux intéressés.

A l'exception prévue pour les travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des matières premières ou des produits, on ajoute les mots « autres que ceux de la production ». Il doit être entendu que, sous le couvert de cette exception, on ne permettra pas la continuation d'un travail de production.

Tous les travaux exceptés par l'article 2 peuvent être faits le dimanche, mais seulement pour autant qu'ils ne peuvent être exécutés pendant la semaine. La Commission a jugé utile d'ajouter ces mots au texte.

Un article 2^{bis} nouveau est ajouté au projet du Gouvernement; il a pour objet le repos hebdomadaire des employés des magasins de détail, et par là on entend les magasins où le débitant est en rapport direct avec le public.

Ce repos serait d'un dimanche complet sur deux, et d'un demi-jour le second dimanche; les ouvriers et les employés pourraient être occupés pendant cinq heures avant midi.

A L'ARTICLE 3 se rattachent des amendements ayant pour objet d'étendre le régime spécial de cet article à diverses entreprises commerciales.

Le régime de l'article 3 serait étendu aux hôtelleries et débits de boissons; les commerces alimentaires seraient placés sur la même ligne que les industries alimentaires.

Cet article introduit le demi-jour de repos par semaine ou le jour complet par quinzaine. Il stipule que le repos ne doit pas être fixé au dimanche; des membres désirent préciser et dire qu'il ne doit pas nécessairement être fixé au dimanche. Il importe aussi de préciser davantage ce qu'on entend par demi-jour de repos. L'amendement le définit; il doit être pris soit avant midi, soit après midi, mais la durée du travail de la journée pendant laquelle se prend le demi-jour ne doit pas excéder la moitié d'une journée de travail habituelle.

La Commission désire voir convertir le dernier alinéa de l'article 3 en un article spécial dont les dispositions sont applicables à toute la loi et non pas seulement à l'article 3.

A L'ARTICLE 3^{ter}, le mot « industries » serait remplacé par ceux-ci : « catégories d'entreprises industrielles ou commerciales ».

LES ARTICLES 4, 4^{bis} et 4^{ter} du Gouvernement sont acceptés sans modifications.

L'ARTICLE 4^{quater} serait supprimé. Son texte pourrait prêter à des applications abusives, et les véritables cas de nécessité sont prévus à l'article 2, 1^o.

A L'ARTICLE 5, la Commission se range à l'avis du Gouvernement; elle propose cette seule modification, à savoir : que le Conseil supérieur d'hygiène publique serait toujours consulté, laissant au Gouvernement le choix de consulter, suivant les circonstances, dont il demeure juge, soit le Conseil supérieur du travail, soit le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce.

Le dernier alinéa de l'article 5 et les articles suivants du projet de la Commission n'ont pas été amendés par le Gouvernement.

Celui-ci propose une disposition additionnelle stipulant que l'article 7 de la loi du 15 décembre 1889 est abrogé. La Commission adopte cette disposition.

Un membre demande que la réserve suivante soit insérée au rapport :

« Les projets du Gouvernement et de la Commission spéciale se heurtent » à un obstacle constitutionnel infranchissable. Les orateurs de la Gauche » libérale l'ont péremptoirement démontré. Ces projets créent un régime » d'arbitraire et d'inégalité. »

- « L'amendement que j'ai eu l'honneur de proposer évite l'écueil constitutionnel et respecte la liberté religieuse chez l'ouvrier comme chez le patron.
» Il est d'ailleurs simple, pratique et d'une application commode. »
- « Si mon amendement était rejeté, je me rallierais à celui de M. Masson. »

Le Président-rapporteur,
F. VAN CAUWENBERGH.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION AU TEXTE PROPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT.

TITRE DE LA LOI.

Loi sur le repos du dimanche.

ARTICLE PREMIER.

Le rédiger comme suit :

Il est interdit à tout chef d'entreprise industrielle ou commerciale d'employer au travail, plus de six jours par semaine, des personnes autres que les membres de sa famille, et ses domestiques ou gens de la maison.

Cette disposition vise le travail effectué sous l'autorité, la direction et la surveillance du chef d'entreprise.

Le jour du repos hebdomadaire est le dimanche.

ART. 2.

Le rédiger comme suit :

Cette défense ne s'applique pas :

1° Aux travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise ;

2° A la surveillance des locaux affectés à l'entreprise ;

3° Aux travaux de nettoyage, de réparation et de conservation nécessaires à la continuation régulière de l'exploitation, ni aux travaux autres que ceux de la production dont dépend la reprise régulière de l'exploitation le jour suivant ;

4° Aux travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des matières premières ou des produits.

AMENDEMENTEN DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD TOT WIJZIGING VAN DEN TEKST DER REGEERING.

TITEL DER WET

Wet op de Zondagsrust.

ARTIKEL 1.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Het is aan elk hoofd van nijverheids- of handelsonderneming verboden, voor den arbeid andere personen dan de leden zijner familie en zijne diensthoden of huisgenooten meer dan zes dagen per week te gebruiken.

Deze bepaling bedoelt den arbeid verricht onder het gezag, de leiding en het toezicht van het hoofd der onderneming.

De wekelijkse rustdag is de Zondag.

ART. 2.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Dat verbod is niet van toepassing :

1° Op dringende werkzaamheden, vereischt door een geval van overmacht of nooddwang, welke de gewone gang der onderneming niet deed voorzien ;

2° Op het toezicht over de lokalen voor de onderneming bestemd ;

3° Op de werkzaamheden van schoonmaken, herstellen en in goeden staat houden, noodig voor het regelmatig voortzetten van het bedrijf, en evenmin op andere werkzaamheden dan die van voortbrenging waarvan afhangt de regelmatige hervatting van het bedrijf op den volgenden dag ;

4° Op de werkzaamheden noodig om beschadiging van de grondstoffen of voortbrengselen te beletten.

Les travaux prévus au présent article peuvent être effectués soit par les ouvriers de l'entreprise où ils sont exécutés, soit par ceux d'une entreprise étrangère.

Ils ne sont permis que pour autant qu'ils ne puissent être exécutés un autre jour de la semaine.

ART. 2^{bis} (nouveau).

Les ouvriers et employés des entreprises ayant pour objet le commerce de détail pourront, un dimanche sur deux, être occupés au travail avant midi, pendant un laps de temps qui ne pourra excéder cinq heures.

ART. 3.

Le rédiger comme suit :

Les ouvriers et employés peuvent être occupés au travail treize jours sur quatorze, ou six jours et demi sur sept, dans les catégories d'entreprises désignées ci-après :

1° Les hôtelleries et débits de boissons ;

2° Les industries et commerces alimentaires dont les produits sont destinés à être livrés immédiatement à la consommation ;

3° Les entreprises de journaux et de spectacles publics ;

4° Les entreprises d'éclairage et de distribution d'eau et de force motrice ;

5° Les entreprises de transport par terre et par eau, les travaux de chargement et de déchargement qui s'y rattachent ;

6° Les industries dans lesquelles le travail à raison de sa nature ne souffre ni interruption ni retard.

Le jour ou les deux demi-jours consacrés au repos par quinzaine ne doivent pas être nécessairement fixés au dimanche, ni être les mêmes pour tous les ouvriers et employés d'une entreprise.

Le demi jour de repos doit être pris soit avant, soit après midi. Le demi-jour de travail ne peut excéder la moitié de la durée de la journée habituelle.

De bij dit artikel voorziene werkzaamheden kunnen worden verricht hetzij door de arbeiders van de onderneming waar ze worden uitgevoerd, hetzij door die van een vreemd bedrijf.

Ze zijn alleen veroorloofd voor zooveel zij niet op een anderen dag der week kunnen uitgevoerd worden.

ART. 2^{bis} (nieuw).

Arbeiders en bedienden van ondernemingen die kleinhandel ten doel hebben, mogen, één Zondag op twee, 's voormiddags werkzaam zijn, gedurende een tijd die niet vijf uren mag te boven gaan.

ART. 3.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Arbeiders en bedienden mogen dertien dagen van iedere veertien of zes en een halven dag van iedere zeven dagen werkzaam zijn in de hierna aangeduide soorten van ondernemingen :

1° De gasthoven en dranksluiterijen ;

2° De nijverheids- en handelsinrichtingen voor voedingsmiddelen bestemd om dadelijk voor het verbruik te worden geleverd ;

3° De ondernemingen van dagbladen en openbare vertooningen ;

4° De ondernemingen voor verlichting, voor waterleiding en beweegkracht ;

5° De ondernemingen van vervoer te water en te land, de werken van laden en lossen die daarop betrekking hebben ;

6° De bedrijven waarin de arbeid, uit hoofde van zijnen aard, niet kan worden onderbroken of uitgesteld.

De dag of de twee halve dagen, in den loop van veertien dagen, aan de rust gewijd, behoeven niet noodzakelijk op Zondag te worden bepaald noch dezelfde te zijn voor alle werklieden en bedienden eener onderneming.

De halve rustdag moet 's voormiddags of 's namiddags worden genomen. De halve arbeidsdag mag niet te boven gaan de helf van den duur van een gewonen dag.

ART. 3^{bis}.

(Alinéa final de l'art. 3 du texte proposé par le Gouvernement.)

Les chefs d'entreprise sont obligés d'afficher les tableaux et de tenir les registres qui seront reconnus nécessaires au contrôle.

Ils doivent se conformer à toutes autres prescriptions établies par arrêté royal.

ART. 3^{ter}.

(Art. 3^{bis} du texte proposé par le Gouvernement.)

Le rédiger comme suit :

Le Roi peut étendre le régime établi à l'article précédent à toutes autres *catégories d'entreprises industrielles ou commerciales* qui, soit pour des motifs d'utilité publique, soit à raison de circonstances locales ou autres, comportent habituellement le travail pendant tout ou partie de la journée du dimanche.

ART. 3^{quater}.

Comme l'article 3^{ter} des amendements du Gouvernement.

ART. 4, 4^{bis}, 4^{ter}.

Comme aux amendements du Gouvernement.

ART. 4^{quater}.

A supprimer.

ART. 5.

Rédiger comme il suit le texte proposé par le Gouvernement :

Pour exercer les attributions qui lui sont

ART. 3^{bis}.

(Slotalinea van art. 3 van den tekst door de Regeering voorgesteld.)

De hoofden van ondernemingen zijn verplicht de lijsten aan te plakken en de boeken te houden welke voor het toezicht noodig blijken.

Zij moeten zich gedragen overeenkomstig alle andere voorschriften die bij koninklijk besluit zijn vastgesteld.

ART. - .

(Art. 3^{bis} van den tekst door de Regeering voorgesteld.)

Dit artikel te doen luiden als volgt :

De Koning mag het stelsel, bij het vorig artikel ingevoerd, uitstrekken tot alle andere soorten van *nijverheids- of handelsondernemingen* die, hetzij om redenen van openbaar nut, hetzij wegens plaatselijke of andere omstandigheden, gewoonlijk vorderen dat er wordt gearbeid geheel den Zondag of gedurende een gedeelte van den Zondag.

ART. 5^{quater}.

Zooals artikel 3^{ter} van de amendementen der Regeering.

ART. 4, 4^{bis}, 4^{ter}.

Zooals de amendementen der Regeering.

ART. 4^{quater}.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 5.

Den tekst der Regeering te doen luiden als volgt :

Bij de uitoefening van de bevoegdheden,

confiées par les articles 3^{ter}, 4 et 4^{quater}, le | hem bij de artikelen 3^{ter}, 4 en 4^{quater} toege-
Roi prend l'avis :

1° Des Sections compétentes des Con-
seils de l'industrie et du travail ;

2° Du Conseil supérieur de l'hygiène
publique ;

3° Du Conseil supérieur du travail ou du
Conseil supérieur de l'industrie et du com-
merce.

kend, vraagt de Koning het advies :

1° Van de bevoegde Afdeelingen der
Raden van nijverheid en arbeid ;

2° Van den Hoogeren Raad voor open-
bare gezondheid ;

3° Van den Hoogeren Raad van arbeid
of van den Hoogeren Raad van nijverheid en
koophandel.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 FEBRUARI 1905.

- | | |
|--|---|
| I. — Proposition de loi sur le repos
du dimanche. | I. — Wetsvoorstel tot instelling
der Zondagsrust. |
| II. — Proposition de loi établissant
le repos hebdomadaire (1). | II. — Wetsvoorstel tot instelling
der wekelijksche rust (1). |

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.	TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.
Loi interdisant de faire travailler le dimanche.	Wet verbiedende op Zondag te doen arbeiden.

VERSLAG

DOOR DEN HEER VAN CAUWENBERGH, NAMENS DE COMMISSIE, UITGEBRACHT
OVER DE AMENDEMENTEN DER REGEERING.

MIJNE HEEREN,

De strekking van de amendementen der Regeering is, het ontwerp van de bijzondere Commissie op twee belangrijke punten te wijzigen :

- 1° Door de werking der wet te beperken tot de nijverheidsondernemingen;
- 2° Door de uitzonderingen in de wet te schrijven, wanneer het ontwerp der Commissie er zich bij bepaalde daarin een algemeenen regel op te nemen, aan de uitvoerende macht de zorg overlatende de gevallen van toepassing te regelen en zij omringde deze opdracht met velerlei waarborgen voortspruitende uit de raadpleging van de verschillende aangestelde lichamen en uit de verplichting, aan de Kamers verslag te doen over de uitvoering en de gevolgen der wet.

(1) Proposition de loi. n°s 14 et 15. Rapport, n° 112. Amendements, n°s 65, 69, 78, 79, 85, 87, 89, 90 et 91.	{ session de 1903- 1904.	(1) Wetsvoorstellen, n° 14 en 15. Verslag, n° 112. Amendementen, n°s 65, 69, 78, 79, 85, 87 89, 90 en 91.	{ zittingsjaar 1903- 1904.
---	-----------------------------	---	-------------------------------

In den loop der beraadslaging is het erkend geworden dat het toepassen van de wet op den landbouw weinig nut opleverde. De eenige werkzaamheden die 's Zondags op het veld worden verricht, zijn spoedeischede en noodzakelijke werkzaamheden; onder die omstandigheden heeft de meerderheid der leden van de Commissie niet aangedrongen opdat het toepassen van de wet op de landbouwondernemingen behouden worde.

Doch een ieder was het eens om de handelsondernemingen in de werking der wet te begrijpen, eveneens als de nijverheidsondernemingen, echter rekening houdende met de in België bestaande noodzakelijkheid: aan de magazijnen, die kleinhandel drijven, het middel te verschaffen om den verkoop gedurende een gedeelte van den Zondag te verzekeren.

Aanzienlijk was de opdracht door het ontwerp der Commissie aan de Regeering gegeven; zij verwekte critieken; zij was nochtans nuttig. Algemeene verordeningem kunnen gemakkelijker worden gewijzigd dan wetten en beter samengaan met feitelijke omstandigheden, doch de Regeering verlangt niet die opdracht te aanvaarden.

Dit zoo zijnde, kon de Commissie niet aarzelen: zij vereenigde zich met de voorstellen der Regeering, mits zekere wijziging in den tekst. Deze voorstellen dienden tot grondslag aan de beraadslaging en de amendementen hebben daarop betrekking.

EERSTE ARTIKEL. Het werd wenschelijk geacht in dit artikel het aan elk hoofd van nijverheids- of handelsonderneming rechtstreeks gedane verbod te behouden en het woord « andere », staande vóór de uitdrukking « huisgenooten », te doen wegvallen. De uitdrukking « huisgenooten » is duidelijk bepaald; niemand denkt er aan de beteekenis daarvan te veranderen en, dit zoo zijnde, behoort men elk bijvoegsel te vermijden dat te dien aanzien tot dwaling zou kunnen leiden.

ARTIKEL 2. De Commissie is van gevoelen dat het verkieslijker is de uitzondering te behouden voor een geval van overmacht of nooddwang welke de gewone gang der onderneming niet deed voorzien.

De Regeering wil alleen eene uitzondering voor werkzaamheden noodzakelijk gemaakt doorspoedeischede maatregelen van gezondheid of veiligheid. Dat soort van werkzaamheden is begrepen onder degene die voortvloeien uit een geval van nooddwang, welke de gewone gang der onderneming niet deed voorzien, doch de tekst van het ontwerp der Commissie laat meer vrijheid aan de belanghebbenden.

Bij de uitzondering voorzien voor de werken vereischt om beschadiging van grondstoffen of voortbrengselen te beletten, voegt men de woorden: « Andere dan die van voortbrenging ». Het wordt verstaan dat men, dank zij deze uitzondering, niet zal toelaten een voortbrengingsarbeid voort te zetten.

Al de bij artikel 2 uitgezonderde werkzaamheden mogen op Zondag worden verricht, doch alleen voor zooveel zij niet kunnen worden uitgevoerd in den loop der week. De Commissie heeft goed gevonden, die woorden aan den tekst toe te voegen.

Aan den tekst der Regeering wordt een nieuw artikel 2^{bis} toegevoegd; het beoogt de wekelijksche rust voor de bedienden der magazijnen die kleinhandel drijven en daaronder verstaat men de magazijnen waar de verkooper rechtstreeks handelt met het publiek.

Deze rust zoo zijn een volle Zondag op twee en een halve dag van den tweeden Zondag; arbeiders en bedienden zouden werkzaam kunnen zijn gedurende vijf uren, 's voormiddags.

AAN ARTIKEL 3 zijn verbonden de amendementen die ten doel hebben het in dit artikel vervat bijzonder stelsel uit te strekken tot verschillende handelsondernemingen. Het in artikel 3 gehuldigd stelsel zou worden uitgestrekt tot gasthoven en drankslijterijen; handelsbedrijven, waarin voedingsmiddelen worden vervaardigd, zouden op den zelfden voet worden geplaatst als nijverheidsondernemingen van denzelfden aard.

Dit artikel voert den halven rustdag per week in of den vollen rustdag per veertien dagen. Het bepaalt dat de rust niet op Zondag behoeft te worden gesteld; leden verlangen het meer nauwkeurig te bepalen en te zeggen, dat ze niet « noodzakelijk » op Zondag behoeft te worden gesteld. Insgelijks is het noodig, nauwkeuriger te zeggen wat men onder halven rustdag verstaat. Het amendement omschrijft zulks; hij behoort te worden genomen hetzij 's voormiddags, hetzij 's namiddags, maar de duur van den arbeid op den dag, dat men den halven dag neemt, moet niet te boven gaan de helft van een gewonen arbeidsdag.

De Commissie wenscht het laatste lid te maken tot een afzonderlijk artikel, waarvan de bepalingen van toepassing zijn op geheel de wet en niet alleen op artikel 3.

IN ARTIKEL 3^{ter} zou het woord « bedrijven » worden vervangen door de woorden : « soorten van nijverheids- of handelsondernemingen ».

De artikelen 4, 4^{bis} en 4^{ter} der Regeering worden ongewijzigd aangenomen.

ARTIKEL 4^{quater} zou wegvallen. De tekst zou immers aanleiding kunnen geven tot verkeerde toepassingen en de werkelijke gevallen van noodzakelijkheid worden voorzien bij artikel 2, 1^o.

WAT ARTIKEL 5 betreft, treedt de Commissie tot de zienswijze der Regeering toe; zij stelt eene enkele wijziging voor, te weten : dat de Hoogere Raad voor openbare gezondheid altijd zou worden geraadpleegd, aan de Regeering de keuze latende, volgens de omstandigheden, die zij alleen beoordeelt, hetzij den Hoogeren Raad van arbeid, hetzij den Hoogeren Raad van nijverheid en koophandel te raadplegen.

Het laatste lid van artikel 5 en de verdere artikelen van het ontwerp der Commissie werden niet gewijzigd door de Regeering.

Door de Regeering wordt eene bijkomende bepaling voorgesteld, zeggende dat artikel 7 der wet van 15 December 1889 wordt ingetrokken.

De Commissie neemt deze bepaling aan.

Een lid verlangt dat het navolgende voorbehoud in 't verslag worde opgenomen :

« De ontwerpen van de Regcering en van de bijzondere Commissie stuiten » op een onoverkomelijken grondwettelijken hinderpaal. Dat werd door de » sprekers der liberale linkerzijde op afdoende wijze bewezen. Door deze » ontwerpen wordt een stelsel van willekeur en ongelijkheid ingevoerd.

« Het amendement, dat ik de eer had voor te stellen, vermijdt den grond- » wettelijken hinderpaal en eerbiedigt godsdienstvrijheid bij den werkman » zooals bij den patroon. Het is overigens eenvoudig, praktisch en gemak- » kelijk in de toepassing. »

« Werd mijn amendement verworpen, dan zou ik mij vereenigen met dat » van den heer Masson. »

De Voorzitter-Verslaggever,
F. VAN CAUWENBERGH.



AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION AU TEXTE PROPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT.

TITRE DE LA LOI.

Loi sur le repos du dimanche.

ARTICLE PREMIER.

Le rédiger comme suit :

Il est interdit à tout chef d'entreprise industrielle ou commerciale d'employer au travail, plus de six jours par semaine, des personnes autres que les membres de sa famille, et ses domestiques ou gens de la maison.

Cette disposition vise le travail effectué sous l'autorité, la direction et la surveillance du chef d'entreprise.

Le jour du repos hebdomadaire est le dimanche.

ART. 2.

Le rédiger comme suit :

Cette défense ne s'applique pas :

1° Aux travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise ;

2° A la surveillance des locaux affectés à l'entreprise ;

3° Aux travaux de nettoyage, de réparation et de conservation nécessaires à la continuation régulière de l'exploitation, ni aux travaux autres que ceux de la production dont dépend la reprise régulière de l'exploitation le jour suivant ;

4° Aux travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des matières premières ou des produits.

AMENDEMENTEN DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD TOT WIJZIGING VAN DEN TEKST DER REGEERING.

TITEL DER WET

Wet op de Zondagsrust.

ARTIKEL 1.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Het is aan elk hoofd van nijverheids- of handelsonderneming verboden, voor den arbeid andere personen dan de leden zijner familie en zijne dienstboden of huisgenooten meer dan zes dagen per week te gebruiken.

Deze bepaling bedoelt den arbeid verricht onder het gezag, de leiding en het toezicht van het hoofd der onderneming.

De wekelijksche rustdag is de Zondag.

ART. 2.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Dat verbod is niet van toepassing :

1° Op dringende werkzaamheden, vereischt door een geval van overmacht of nooddwang, welke de gewone gang der onderneming niet deed voorzien ;

2° Op het toezicht over de lokalen voor de onderneming bestemd ;

3° Op de werkzaamheden van schoonmaken, herstellen en in goeden staat houden, noodig voor het regelmatig voortzetten van het bedrijf, en evenmin op andere werkzaamheden dan die van voortbrenging waarvan afhangt de regelmatige hervatting van het bedrijf op den volgende dag ;

4° Op de werkzaamheden noodig om beschadiging van de grondstoffen of voortbrengselen te beletten.

Les travaux prévus au présent article peuvent être effectués soit par les ouvriers de l'entreprise où ils sont exécutés, soit par ceux d'une entreprise étrangère.

Ils ne sont permis que pour autant qu'ils ne puissent être exécutés un autre jour de la semaine.

ART. 2^{bis} (nouveau).

Les ouvriers et employés des entreprises ayant pour objet le commerce de détail pourront, un dimanche sur deux, être occupés au travail avant midi, pendant un laps de temps qui ne pourra excéder cinq heures.

ART. 3.

Le rédiger comme suit :

Les ouvriers et employés peuvent être occupés au travail treize jours sur quatorze, ou six jours et demi sur sept, dans les catégories d'entreprises désignées ci-après :

- 1^o Les hôtelleries et débits de boissons ;
- 2^o Les industries et commerces alimentaires dont les produits sont destinés à être livrés immédiatement à la consommation ;
- 3^o Les entreprises de journaux et de spectacles publics ;
- 4^o Les entreprises d'éclairage et de distribution d'eau et de force motrice ;
- 5^o Les entreprises de transport par terre et par eau, les travaux de chargement et de déchargement qui s'y rattachent ;
- 6^o Les industries dans lesquelles le travail à raison de sa nature ne souffre ni interruption ni retard.

Le jour ou les deux demi-jours consacrés au repos par quinzaine ne doivent pas être nécessairement fixés au dimanche, ni être les mêmes pour tous les ouvriers et employés d'une entreprise.

Le demi-jour de repos doit être pris soit avant, soit après midi. Le demi-jour de travail ne peut excéder la moitié de la durée de la journée habituelle.

De bij dit artikel voorziene werkzaamheden kunnen worden verricht hetzij door de arbeiders van de onderneming waar ze worden uitgevoerd, hetzij door die van een vreemd bedrijf.

Ze zijn alleen veroorloofd voor zooveel zij niet op een anderen dag der week kunnen uitgevoerd worden.

ART. 2^{bis} (nieuw).

Arbeiders en bedienden van ondernemingen die kleinhandel ten doel hebben, mogen, één Zondag op twee, 's voormiddags werkzaam zijn, gedurende een tijd die niet vijf uren mag te boven gaan.

ART. 3.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

Arbeiders en bedienden mogen dertien dagen van iedere veertien of zes en een halven dag van iedere zeven dagen werkzaam zijn in de hierna aangeduide soorten van ondernemingen :

- 1^o De gasthoven en drankslijterijen ;
- 2^o De nijverheids- en handelsinrichtingen voor voedingsmiddelen bestemd om dadelijk voor het verbruik te worden geleverd ;
- 3^o De ondernemingen van dagbladen en openbare vertooningen ;
- 4^o De ondernemingen voor verlichting, voor waterleiding en beweegkracht ;
- 5^o De ondernemingen van vervoer te water en te land, de werken van laden en lossen die daarop betrekking hebben ;
- 6^o De bedrijven waarin de arbeid, uit hoofde van zijnen aard, niet kan worden onderbroken of uitgesteld.

De dag of de twee halve dagen, in den loop van veertien dagen, aan de rust gewijd, behoeven niet noodzakelijk op Zondag te worden bepaald noch dezelfde te zijn voor alle werklieden en bedienden eener onderneming.

De halve rustdag moet 's voormiddags of 's namiddags worden genomen. De halve arbeidsdag mag niet te boven gaan de helft van den duur van een gewonen dag.

ART. 3^{bis}.

(Alinéa final de l'art. 3 du texte proposé par le Gouvernement.)

Les chefs d'entreprise sont obligés d'afficher les tableaux et de tenir les registres qui seront reconnus nécessaires au contrôle.

Ils doivent se conformer à toutes autres prescriptions établies par arrêté royal.

ART. 3^{ter}.

(Art. 3^{bis} du texte proposé par le Gouvernement.)

Le rédiger comme suit :

Le Roi peut étendre le régime établi à l'article précédent à toutes autres *catégories d'entreprises industrielles ou commerciales* qui, soit pour des motifs d'utilité publique, soit à raison de circonstances locales ou autres, comportent habituellement le travail pendant tout ou partie de la journée du dimanche.

ART. 3^{quater}.

Comme l'article 3^{ter} des amendements du Gouvernement.

ART. 4, 4^{bis}, 4^{ter}.

Comme aux amendements du Gouvernement.

ART. 4^{quater}.

A supprimer.

ART. 5.

Rédiger comme il suit le texte proposé par le Gouvernement :

Pour exercer les attributions qui lui sont

ART. 3^{bis}.

(Slotalinea van art. 3 van den tekst door de Regeering voorgesteld.)

De hoofden van ondernemingen zijn verplicht de lijsten aan te plakken en de boeken te houden welke voor het toezicht noodig blijken.

Zij moeten zich gedragen overeenkomstig alle andere voorschriften die bij koninklijk besluit zijn vastgesteld.

ART.

(Art. 3^{bis} van den tekst door de Regeering voorgesteld.)

Dit artikel te doen luiden als volgt :

De Koning mag het stelsel, bij het vorig artikel ingevoerd, uitstrekken tot alle andere *soorten van nijverheids- of handelsondernemingen* die, hetzij om redenen van openbaar nut, hetzij wegens plaatselijke of andere omstandigheden, gewoonlijk vorderen dat er wordt gearbeid geheel den Zondag of gedurende een gedeelte van den Zondag.

ART. 3^{quater}.

Zooals artikel 3^{ter} van de amendementen der Regeering.

ART. 4, 4^{bis}, 4^{ter}.

Zooals de amendementen der Regeering.

ART. 4^{quater}.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 5.

Den tekst der Regeering te doen luiden als volgt :

Bij de uitoefening van de bevoegdheden,

confiées par les articles 3^{ter}, 4 et 4^{quater}, le Roi prend l'avis :

1^o Des Sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail ;

2^o *Du Conseil supérieur de l'hygiène publique ;*

3^o *Du Conseil supérieur du travail ou du Conseil supérieur de l'industrie et du commerce.*

hem bij de artikelen 3^{ter}, 4 en 4^{quater} toegekend, vraagt de Koning het advies :

1^o Van de bevoegde Afdeelingen der Raden van nijverheid en arbeid ;

2^o *Van den Hoogeren Raad voor openbare gezondheid ;*

3^o *Van den Hoogeren Raad van arbeid of van den Hoogeren Raad van nijverheid en koophandel.*

